



ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN

Monsieur le Préfet,
Monsieur le vice-président du CD,
Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Nous avons toutes et tous une pensée pour la collègue froidement assassinée à Saint Jean De Luz sur son lieu de travail, une pensée pour sa famille, pour ses amis, collègues et élèves. Personne ne doit mourir au travail !

Depuis le 19 janvier, les organisations syndicales avec des millions de français sont engagés dans une lutte, par la grève, contre un projet de réforme des retraites néfaste et rétrograde, pour toutes et tous, mais surtout pour les plus fragiles et pour les femmes. Cette contestation, largement soutenue par l'opinion, ne faiblit pas, au contraire. Face aux grévistes, aux manifestants, face au peuple et face à un arc syndical unitaire et tenace, le gouvernement, le Président de la République, fortement affaiblis, font la sourde oreille, mentent, ou communiquent avec des propos totalement hors-sol (exemple des ministres Véran et Dussopt...). S'il y a de l'irrespect, il est de leur côté, pas du nôtre ! Et c'est pour cela que nous devons et allons les faire plier !

Alors que la planète brûle, que la guerre gronde, que des milliards d'humains ne mangent pas à leur faim, souffrent de mal-logement et ne peuvent pas se soigner, une minorité de nantis profite de l'explosion des profits générés par le capital. Notre pays, une des plus grandes puissances économiques mondiales n'est pas épargné : l'inflation frappe à un niveau rarement atteint, avec pour des millions de français, des fins de mois qui commencent le 1er, dans des logements sans chauffage faute d'argent pour payer. Cela s'appelle de la misère ! Et dans la misère, il n'y a pas de juste milieu ! Le gouvernement pour des raisons purement idéologiques ne propose que reporter les charges sur le travail, augmenter le temps de travail, augmenter les durées de cotisations et repousser à 64 ans l'âge de départ à la retraite. Nous à la FSU et dans un arc intersyndical unanime, nous disons non à cette politique qui favorise le capital et qui reporte tous les poids macro économiques sur le travail et donc sur les travailleurs. Il est facile de démontrer que d'autres choix sont possibles et viables.

Concernant notre profession, les projets du Ministre N'Dyaye sont inacceptables. Ils s'inscrivent dans la droite ligne de son prédécesseur, avec un resserrement sur les fondamentaux, des injonctions sur la maternelle et le cycle 3, une accentuation du pilotage par les résultats aux évaluations nationales, la généralisation des évaluations d'écoles. Le ministre divise la profession et méprise la professionnalité enseignante. Quelle réponse apporte-t-il au manque d'attractivité de nos métiers et à la nécessité d'une revalorisation ? Le pacte ! Une succession de dispositifs ayant pour seul but de permettre à certains, beaucoup moins à certaines, de voir un accroissement de leurs revenus par le recours à un empilement -on parle de briques!- d'heures supplémentaires, mais sans aucune réflexion sur l'amélioration du service d'enseignement. C'est une provocation méprisante de plus avec une fois de plus un déni du métier d'enseigner ! Pour la FSU, le pacte c'est non ! Nous portons le mandat d'une revalorisation sans contreparties, pour toutes et tous !

Le fossé béant entre le terrain et le ministère, et le départ de l'intersyndicale des discussions sur le pacte n'en est que l'exemple concret le plus récent . Nous avons besoin de confiance, de liberté pédagogique, d'une politique éducative ambitieuse qui agisse efficacement contre les inégalités au lieu de les aggraver.

La carte scolaire, avec la suppression de 10 postes pour notre département, va produire, une fois encore, tout l'inverse du discours affiché. Elle se déroule dans un climat de défiance, frappant à la fois les territoires urbains comme les territoires ruraux : près de 30 fermetures envisagées, quasiment aucune ouverture, aucun moyen de remplacement, de rased, aucun moyen ou si peu pour l'école inclusive. L'an passé, nous avons chiffré les besoins pour notre département, ils n'ont pas changé. Doit-on vous les rappeler ?

Madame l'Inspectrice d'Académie, vous manifestez la volonté de travailler avec les élus sur le maillage scolaire dans notre département. Cette volonté, sans moyens supplémentaires, ne pourra donner lieu qu'à du bricolage, avec au final, nous l'avons déjà vécu par le passé, moins de classes et moins d'écoles. Nous vous l'avons dit en Comité Social d'Administration, la Dordogne est un territoire fragile, qui se paupérise, et c'est bien quasiment l'ensemble du département qui devrait être en éducation prioritaire.

Madame l'Inspectrice d'Académie, lors de vos visites d'écoles, vous avez loué le dispositif observé dans une école, école dans laquelle 2 enseignants travaillaient en co-intervention dans une classe. C'est ce que nous appelons le « plus de maîtres que de classes », dispositif plébiscité par les collègues, et pourtant sacrifié par le ministre précédent. Il est urgent de restaurer ces postes et de les multiplier dans les écoles.

En lieu et place de tout cela, des suppressions de classes, et même si vous prononcez quelques ajustements aujourd'hui, au mois de juin ou à la rentrée prochaine, nous aurons une carte scolaire de misère, une carte scolaire de régression, bien éloignée des besoins des élèves, des collègues et de nos territoires.

Entre ses injonctions sur le 1^{er} degré, ses annonces sur la suppression de la technologie en 6^e, l'heure de soutien en Français et mathématiques qui pourrait être assurée par des professeur-es des écoles, et la demi-journée métiers en 5^e, Pap N'Diaye s'amuse à jouer les pompiers pyromanes !

Depuis de trop nombreuses années, nous subissons des baisses continues des dotations budgétaires dans le département qui ont entraîné la suppression de 67 postes dans le 2nd degré depuis 5 ans dans notre département !

Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble les suppressions de postes vont créer bien inutilement des tensions sans apporter de solution aux vrais problèmes. Un état critique a été atteint. Une réponse d'urgence est nécessaire : cesser les suppressions de postes dans l'éducation nationale et les mesures totalement hors-sol qui ne font que dégrader les conditions d'apprentissage et les conditions de travail.

Pourtant, un chiffre est à mettre en lumière : 164 millions. 164 millions, c'est la part du budget de l'Éducation nationale rendue par le ministère au gouvernement. 164 millions, c'est l'équivalent de 3000 postes. Année après année, les ministres se succèdent et le scénario se répète. Quelle en sera aujourd'hui la raison invoquée après celle du COVID ?

En conclusion, c'est par les luttes sociales, avec les salariés, les jeunes, les retraités et les privés d'emploi, que nous parviendrons à faire reculer ce gouvernement dans son entreprise de destruction d'inspiration néo-libérale. Les choix faits pour l'École n'échappent pas à cette logique de casse. Les nôtres sont bien différents : cela commence par un véritable plan d'urgence pour l'École. Les représentants de la FSU24